Les effets de l'indépendance d'Haïti sur la société esclavagiste martiniquaise sous le Consulat et l'Empire (1802-1809)

Lionel Trani

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lrf/2923>

DOI : 10.4000/lrf.2923

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Lionel Trani, « Les effets de l'indépendance d'Haïti sur la société esclavagiste martiniquaise sous le Consulat et l'Empire (1802-1809) », *La Révolution française* [En ligne], 16 | 2019, mis en ligne le 20 juin 2019, consulté le 07 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/2923> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.2923>

Ce document a été généré automatiquement le 29 septembre 2020.

Tous droits réservés

Les effets de l'indépendance d'Haïti sur la société esclavagiste martiniquaise sous le Consulat et l'Empire (1802-1809)

Lionel Trani

- 1 L'indépendance d'Haïti en 1804¹ ne fait pas renoncer la France à la reconquête de la « perle des Antilles ». De facto, la présence française dans la partie espagnole de l'île pousse la jeune nation à des occupations et offensives d'une grande violence. Concernant ses relations avec les colonies françaises, la rupture est totale. Nonobstant, la jeune nation va conserver des relations diplomatiques et commerciales avec le Royaume-Uni et les États-Unis sans pour autant être reconnue comme nation indépendante. Les grands colons des autres colonies françaises ou étrangères craignent le renversement des sociétés esclavagistes et, donc, une défaite économique et politique. Pourtant, comme le montre Léo Elisabeth², l'action subversive des gouvernements d'Haïti reste très limitée, voire illusoire, en raison des tensions politiques et sociales au sein de la jeune nation haïtienne. Cette peur de l'intrusion des émissaires de Dessalines³ dans les autres colonies se diffuse dès les premières années d'Haïti par le biais des îles voisines, comme celle de Saint-Thomas ou encore par la presse « américaine ». Les actualités diffusées dans les gazettes étrangères ou les correspondances véhiculent des faits certes véridiques mais aussi fantasmés. Cela répond et ne cesse d'attiser la colère et la peur du monde « blanc » issu des colonies.
- 2 Cette dispersion de la peur crée une sorte de malaise ou, comme le souligne Alejandro Gomez, un réel « syndrome de Saint-Domingue⁴ » qui hante les colonies esclavagistes tout au long du XIX^e siècle.
- 3 Dans le reste des colonies françaises, des mesures en faveur du rétablissement de l'esclavage sont mises en place. En mai 1802, un corps expéditionnaire débarque en Guadeloupe pour y rétablir l'ordre. À la suite du succès de l'expédition, Bonaparte y rétablit l'esclavage le 16 juillet 1802⁵. Cette mesure se réalise après de très violents

affrontements. Du côté de la Martinique et de Sainte-Lucie, les pourparlers de la Paix d'Amiens restituent ces deux colonies à la France. Conséquence des événements révolutionnaires (1789-1794), la Martinique préserve les coutumes d'Ancien Régime depuis 1794⁶ du fait de la présence anglaise, qui a continué à appliquer l'esclavage.

- 4 Dès lors, les propriétaires d'esclaves et les négociants vont apporter leur soutien à la Grande-Bretagne, confirmé par le traité de Whitehall à Londres, afin de préserver l'esclavage face aux idées révolutionnaires. Le rejet de la première abolition de l'esclavage dans les colonies françaises (1793-1794) marque un tournant dans le discours réactionnaire. Les administrations britanniques présentes dans l'île vont s'efforcer de maintenir les conseils souverains et cours de justices locales pour ne pas déstabiliser la société. Les habitants réputés révolutionnaires, républicains ou négrophiles sont déportés de Martinique. Ces déportations politiques ont pour but de régénérer une société esclavagiste déstabilisée⁷. Les soldats, gardes nationaux, civils blancs et libres de couleur ayant servi la République sont déportés à Guernesey (dépendance de la Couronne britannique dans la Manche au large des côtes françaises) et certains regagnent la France. Les autres habitants libres, toutes couleurs confondues, doivent prêter serment d'allégeance au roi Georges III d'Angleterre. Ceux qui s'y refusent doivent quitter la colonie sur le champ. La période britannique (1794-1802) affiche une prospérité en demi-teinte⁸. La traite britannique y introduit des esclaves. Les colons conservent leur autorité sur la société coloniale par le biais du « Conseil Privé »⁹. Les membres sont nommés par le roi via son représentant sur place. Le pouvoir des planteurs est renforcé dans les prises de décisions politiques.
- 5 Le retour d'une administration héritière de la Révolution et de la République fait craindre un soulèvement dans la colonie. Pourtant, le Premier consul réorganise l'administration par l'arrêté du 10 prairial an X (26 mai 1802). Le système bicéphale (gouverneur et intendant) est remplacé par un système tricéphale (capitaine-général, préfet colonial et grand juge) garantissant une séparation des pouvoirs. Villaret de Joyeuse (1747-1812), vice-amiral, royaliste et esclavagiste, devient capitaine général ; Louis Charles Henri Bertin (1752-1822), conseiller d'état, devient le premier Préfet colonial (1802-1804), remplacé par Pierre-Clément de Laussat (1756-1832) en 1803. Pourtant, la politique réactionnaire du Premier consul doit apporter davantage de garanties. Saint-Domingue est un prisme attirant l'attention des négociants, des armateurs et des propriétaires d'esclaves. L'avenir politique de l'île est lié à la survie de la traite et du système esclavagiste. Les impacts sont multiples pour les colons. La peur, l'imaginaire, le vécu et le pessimisme sont autant de facteurs qui renforcent le sentiment d'abandon et de victimisation des planteurs. Les violences domaniale¹⁰ et d'état vont être la réponse à ces ressentis.
- 6 De quelle manière, le gouvernement colonial s'emploie-t-il à limiter toute référence au désastre de Saint-Domingue ? Notre travail s'attache à déterminer la véritable menace haïtienne et les conséquences de ce phénomène sur les habitants de la Martinique en analysant les interactions de l'administration avec les populations de couleur, les agents français dans les colonies neutres ou ennemies.

I – Le retour dans l'espace colonial français.

a – Inquiétudes et questionnements sur les colonies sans esclaves ?

- 7 Dès l'automne 1801¹¹, les pourparlers de la paix d'Amiens provoquent des réactions diverses de la part des habitants notables de Martinique. Le 2 octobre 1801, la Gazette de la Martinique annonce la future paix entre la France du Premier consul Bonaparte et la Grande-Bretagne, « déclarant la cessation des hostilités, tant par mer que par terre, convenue entre la dite Majesté et la République Française, avec injonction de s'y conformer ». En novembre 1801, la simple présence d'une frégate française dans la rade de Saint-Pierre suffit pour provoquer un mouvement de panique chez les colons. Duny, ancien commissaire du gouvernement français et militaire, présent sur la frégate au moment des faits et qui est accompagné de Lescallier, futur préfet colonial de Guadeloupe, et de Coster, futur grand juge, tous trois venus rejoindre le capitaine-général Lacrosse à la Dominique, fait état de ce mouvement de panique¹².

À l'apparition de la frégate française devant cette ville de Saint-Pierre, les mulâtres et les nègres, accourus en foule au rivage, se mirent à crier : Vive la République ! Un mulâtre eut même l'audace de lever insolemment le masque en disant aux blancs : « Voilà notre tour qui vient aujourd'hui, voilà la liberté et l'égalité qui nous arrivent ! »¹³

- 8 Le « mulâtre » est aussitôt arrêté et déporté. Malgré les huit années de présence britannique, le souvenir de la République n'a pas été effacé. Les habitants « blancs » de Martinique réagissent immédiatement en s'appuyant sur Charles-Louis Dubuc, envoyé en janvier 1802 en France en tant que député de la Martinique. Il est chargé de défendre les idées esclavagistes et de justifier la politique pro-britannique mise en application en Martinique. Son statut ainsi que le rôle prépondérant qu'il tient en Martinique sont confirmés en 1804, année durant laquelle il est nommé unique député des colonies françaises par l'Empereur Napoléon 1^{er}.
- 9 En mars 1802, la Paix d'Amiens permet aux navires français de reprendre les relations avec les Petites et Grandes Antilles. Certains colons vont alors adresser au Premier Conseil, via le ministre de la Marine et des Colonies, Denis Décès, des mémoires sur la nécessité de repenser la gestion et l'organisation des colonies. D'autres, présents à Paris, tentent de mettre en place un lobby pro-esclavagiste¹⁴ auprès du ministère. Trois écrits attirent notre attention sur l'état d'esprit des créoles de la Martinique et leurs visions de Saint-Domingue.
- 10 Le premier document, intitulé « Mémoire sur les moyens de faire renaître la tranquillité, le bonheur et l'abondance dans nos colonies », est rédigé le 25 février 1802 par un créole. Dans cet écrit, l'auteur met en avant l'importance du vécu et du climat qui sont, selon lui, vecteurs d'une certaine distance entre le planteur et le législateur. De ce fait, le législateur métropolitain ne peut comprendre les problématiques locales.

[...] je crois devoir chercher à me faire entendre de nos législateurs qui ne peuvent connaître que superficiellement tout ce que nous connaissons nous-mêmes par une expérience de plus de cinquante années de travail et de réflexions. C'est une grande et bien dangereuse méprise que d'assimiler les gens de couleur aux autres hommes qui en naissant ont reçu de l'éducation des lumières [...] une aptitude à toutes les connaissances et à toutes les vertus. [...] mais cette trop malheureuse portion de

l'humanité accoutumée dès sa naissance à l'esclavage en recevant de la France, l'investiture de la liberté doit y être préparée par des puissances graduelles [...]¹⁵.

- 11 Pour étayer sa thèse, l'auteur rappelle les ravages causés par les idées révolutionnaires influencées par l'héritage des Lumières et de la société des Amis des noirs sur la société créole. Toutefois, il ne fait aucune allusion à la liberté générale. Il préfère évoquer une possible abolition graduelle, qui permettrait d'éviter que des événements tels que ceux qu'ont connu Saint-Domingue et la Guadeloupe ne se reproduisent.

- 12 Le 5 mars 1802, le sieur Levassor – membre de la riche famille martiniquaise des Levassor de la Touche du Lamentin – rédige son « premier mémoire sur la nécessité [d'établir] un nouveau système colonial »¹⁶. Au même moment, à Saint-Domingue, Leclerc débarque ses troupes.

Il devient nécessaire de créer dans les colonies de l'archipel américain, et surtout avec ou sans celle de St. Domingue, une puissance locale qui les mette dans les cas de contenir par elles-mêmes, les nombreux africains qui les cultivent [...]¹⁷.

- 13 La colonie gouvernée par Toussaint Louverture est vouée à disparaître, car une colonie dirigée par un noir n'a que peu d'avenir. Les échos de la Constitution louverturienne en Martinique ne doivent pas être sous-estimés, même si aucune correspondance de for privé ou public ne l'évoque. Levassor précise que ce projet colonial doit être refondé.

Le nègre, comme il a été dit, peut seul cultiver les plaines, or il existe dans l'ancienne partie espagnole de St. Domingue, des plaines immenses et incultes qui pourraient employer des millions de nègres, et l'Afrique est épuisée. La loi qui, dans cet état de choses, permettrait au nègre d'habiter et de cultiver les montagnes serait donc un contre-sens en agriculture, en commerce et en politique, [...] parce qu'il est dangereux de trop multiplier les nègres et que dans les montagnes, ils trouveraient de plus grands moyens de résistances¹⁸.

- 14 La colonie espagnole de Santo-Domingo est évoquée et permettrait, selon Levassor, de relancer l'économie sucrière tout en s'affranchissant de la partie française occidentale. Néanmoins, cette partie de l'île est moins développée et nécessiterait, selon les recommandations de Levassor, d'utiliser une main d'œuvre servile¹⁹.

- 15 Levassor est empreint du préjugé de couleur qui atteste de l'état d'esprit d'une très grande partie des Blancs, et veut conserver les principes d'Ancien régime. « Ce qui vient d'être dit, fait sentir la nécessité d'une loi qui divise les colonies en deux régions, la région européenne et la région africaine²⁰. » Il fait référence à la Constitution du 22 Frimaire An VIII (13 décembre 1799) et plus précisément à l'article 91²¹ mettant fin à l'isonomie et à l'assimilation républicaine pour les départements d'Outre-mer²². La loi du 1^{er} janvier 1798²³, qui déclare citoyen français tout individu noir « créole ou bossale » (articles 15 et 18) ou sang-mêlé, à condition qu'il soit attaché à la culture, employé dans les armées ou qu'il exerce une profession ou un métier, est remise en cause.

La constitution de l'an 8 dit expressément qu'elle ne veut pas se prononcer sur le régime des colonies. Cette déclaration abroge toutes les lois faites sur les colonies, pendant la révolution et les replace de droit sous l'ancien régime colonial. Sous cet ancien régime, le droit de donner des concessions territoriales et gratuites appartenait essentiellement au chef de l'État. Le Premier Consul a donc le droit d'établir un concessionnaire unique qui sous concède les domaines nationaux dans les colonies d'après les principes et le but du système général et sous les conditions qui lui paraîtront les plus avantageuses à la prospérité des colonies et du commerce de la France²⁴.

- 16 Afin de pallier à la perte de Saint-Domingue et relancer l'économie coloniale, d'autres colons comme Travorsay, habitant du Diamant, suggèrent d'importer plus de trente mille

esclaves. Ainsi, il envoie à Décrès un mémoire²⁵ dans lequel il fait état de ses réflexions et revendications afin d'améliorer l'administration martiniquaise.

- 17 Les divers écrits et rapports entretiennent cette hostilité envers la Révolution. C'est pour cette raison que la *Gazette de la Martinique*²⁶ devient surtout un relais de propagande du pouvoir consulaire et impériale. Le gouvernement colonial l'utilise pour diffuser les décisions législatives locales (arrêté, décret, avis). Cette gazette nous renseigne sur l'actualité internationale (européenne). Par ailleurs, on trouve des rubriques diverses de ventes de biens meubles ou immeubles ou bien les fuites d'esclaves en marronnage déclarées, tout comme la capture des marrons de la colonie. Le profil des lecteurs se réduit aux personnes lettrées. Les blancs créoles, les libres de couleur, les fonctionnaires, militaires et négociants sont les lecteurs réguliers de la gazette. L'imprimeur est installé à Saint-Pierre, qui est le centre économique de la Martinique, mais aussi un espace portuaire régional important en raison de sa large rade.
- 18 Le traitement des actualités d'Amérique est soigneusement sélectionné par les éditeurs. En effet, les événements de Saint-Domingue ayant eu lieu après le décès du capitaine-général Leclerc ne sont pas mentionnés. Les choix éditoriaux réaffirment la volonté de l'administration coloniale d'éviter une diffusion des « mauvaises nouvelles » qui pourraient nourrir des idées « révolutionnaires » au sein des populations de couleur. Les inquiétudes des créoles n'apparaissent pas non plus dans la presse locale. Cela n'empêche pas, dans les ports, la propagation de rumeurs et nouvelles entre négociants, matelots, militaires et agents sous couverture. Les cabarets sont des espaces de rencontre surveillés par les autorités urbaines.
- 19 En réponse à ces demandes, la loi du 20 mai 1802, qui garantit le maintien de l'esclavage en Martinique et aux Mascareignes, est mise en application. Cette volonté de rassurer les colons se vérifie en juillet 1802 avec l'arrivée du préfet colonial Bertin en Martinique. Celui-ci réaffirme les nouvelles garanties du Consulat à l'égard des riches propriétaires terriens et des négociants. Le commerce négrier français connaît un regain qui va perdurer jusqu'en 1806.

b – Une politique locale réactionnaire : contenir les gens de couleur.

- 20 L'administration française est rapidement confrontée à un problème d'ordre public, celui des prisonniers de couleur détenus par les Britanniques. Le 13 août 1802, Bertin prévient de l'urgence de déporter entre 1 500 et 2 200 individus de couleur, sans doute d'anciens soldats de la République de Saint-Domingue, de Guadeloupe, de Sainte-Lucie, ou bien des esclaves en fuite pris par les navires britanniques.

Il faut déporter tous les hommes qui seront [considérés] comme coupables et dangereux, ceux qui n'ont ni lieu, ni moyen [...] il faut les envoyer avec des vivres, et des [produits] d'agriculture et autres, pour former une colonie au loin et d'où ils ne puissent plus se répandre dans celles-ci²⁷.
- 21 Entre-temps en métropole, l'arrêté consulaire du 2 juillet 1802 interdit aux Noirs, Mulâtres, ou autres Gens de couleur d'entrer à l'avenir sur le territoire continental de la République. Bertin mandate des agents pour négocier dans les colonies espagnoles la vente comme esclaves des prisonniers et lever des fonds pour le financement de l'administration et des troupes. Entre août 1802 et janvier 1803, l'administration française déporte la totalité des détenus « dangereux » vers les côtes sauvages du Venezuela ou bien d'Aruba²⁸.

- 22 Le 5 septembre 1802, un nouvel arrêté permet le retour des propriétaires blancs dans la colonie. La police des Gens de couleur libres et des esclaves est rappelée le 27 septembre 1802. Le 10 novembre 1802, le capitaine-général ordonne la fermeture de toutes les écoles réservées aux enfants de couleur. L'éducation est jugée dangereuse et contraire aux coutumes coloniales, car elle fait émerger des idées révolutionnaires et libertaires. Alexis Pothuau, créole et conseiller au Conseil souverain en novembre 1783, procureur général par intérim puis commissaire du gouvernement près la cour d'appel (1802-1806), va pourtant entrer en conflit avec Villaret de Joyeuse afin de faire rouvrir ces écoles. La crainte d'un soulèvement des affranchis éclairés est liée aux actualités violentes de Saint-Domingue²⁹. L'administration militaire est au courant des événements, jusqu'à la reprise du conflit avec l'Angleterre au printemps 1803. La pacification des esprits se fait en douceur comme l'atteste le maintien dans la garde nationale³⁰ des libres de couleur. Le pouvoir colonial, contrairement à ce qu'il a fait en Guadeloupe ou en Guyane, ne désarme pas les troupes de couleur.
- 23 Les affranchissements doivent être contenus et maîtrisés. Cela se traduit par les vérifications des titres de liberté dès le 15 mars 1803. Pour parachever la menace d'affranchis éclairés, Villaret de Joyeuse ordonne l'arrestation d'un habitant notable, ancien député et ancien membre du conseil des Cinq Cents (1795-1797), le mulâtre libre Janvier Littée³¹, le 1^{er} janvier 1803. Le 2 janvier, il embarque sur le *Berceau* en direction de Brest. L'ancien législateur subira en métropole la politique discriminante à l'égard des gens de couleur mise en application. Il est incarcéré quelques jours après son arrivée dans la rade de Lorient à la fin du mois de février 1803. À sa libération, il reçoit l'interdiction de retourner en Martinique et de se fixer à Paris par le ministre de la Marine et des Colonies Décrès³². Il doit attendre le mois d'avril 1803 pour avoir l'autorisation de se réinstaller à Paris.
- 24 Le renforcement de la ségrégation de couleur est accentué par l'introduction du Code civil. Cela constitue un tournant dans l'évolution du droit local. La promulgation est actée le 7 novembre 1805. Son application est adaptée aux coutumes locales après d'après débats (le divorce par exemple). « Le titre de citoyen français ne sera porté dans l'étendue de cette colonie et dépendances que par les Blancs. » Le libre de couleur n'est pas assimilé à la citoyenneté en raison de sa couleur. Cela renforce la position politique des Blancs et le préjugé de couleur par la même occasion. La couleur devient un critère civique et renforce un groupe juridique local (« noirs, mulâtres, métis »). La pensée « raciale » émerge progressivement par le rejet systématique d'une couleur de peau et l'association de caractères moraux propres celle-ci. Les libres de couleur devront attendre véritablement la Monarchie de Juillet pour obtenir des droits politiques tout en conservant les prérogatives de la société esclavagiste.
- 25 En ce qui concerne le maintien de l'ordre dans les plantations, le gouvernement local souhaite l'introduction d'une justice d'exception, comme en Guadeloupe, en octobre 1802 avec le tribunal spécial. Cette instance d'exception est utilisée afin de prévenir toute insurrection ou révolte contre l'ordre colonial. En Martinique, les affaires d'empoisonnement ont tellement provoqué d'émotions et d'effrois au sein des planteurs que Villaret de Joyeuse préconise la création de commissions militaires en janvier 1803. La cour d'appel et le ministre rejettent cette proposition, rappelant qu'une justice de circonstance doit être constituée de propriétaires créoles. Le droit d'ingérence de l'État ne doit pas empiéter sur le pouvoir domanial du maître. Rendre justice dans la plantation, c'est juger la gestion du planteur sur sa main d'œuvre. Cela explique les réactions hostiles

à cette commission purement militaire. Le colon se juge lui-même apte à punir l'esclave empoisonneur : « les planteurs sont les plus aptes à rendre la justice sur leurs habitations »³³.

- 26 Villaret de Joyeuse intronise le tribunal spécial dans le dispositif juridique d'exception en s'appuyant sur le décret métropolitain du 18 pluviôse an IX (8 janvier 1801) pour lutter contre le banditisme. Le tribunal spécial est composé de huit membres (propriétaires, militaires et hommes de loi) et est établi le 17 octobre 1803 dans la colonie³⁴. Il est accueilli avec confiance par les notables de la colonie siégeant à la cour d'appel. De plus, le capitaine-général entretient des rapports paternels et conciliants avec l'élite créole.

Schéma1 : Le tribunal spécial en Martinique
Trani, novembre 2018.

- 27 Ce tribunal a pour but de rétablir l'ordre parmi les esclaves et de rassurer les propriétaires blancs de la survie de leur société. Les créoles composent 50 % des membres du tribunal. Cela questionne sur le bon déroulement de la cour de justice spéciale. Des conflits d'intérêts peuvent interférer lors des affaires en raison des alliances et des amitiés avec les propriétaires des paroisses concernées. Les différentes affaires jugées n'ont aucun lien avec Haïti, elles s'inscrivent dans des problématiques socio-spatiales : des rancœurs entre esclaves, une haine contre le colon ou bien, souvent, envers ceux qui représentent l'autorité domaniale, l'économe et le commandeur. L'univers de la plantation demeure concentrationnaire. Ces violences serviles renforcent le sentiment d'insécurité des colons. Des dérives violentes de l'autorité domaniale (gérant, économe) dans les habitations vont résulter des craintes et du fantasme des révoltes esclaves.

Carte 1 : Les Colonies françaises des Petites et Grandes Antilles
Trani, 2018.

II – Une « menace Dessalines » qui a des effets sur la Martinique ?

- 28 Les États-Unis et les colonies britanniques, espagnoles, hollandaises et suédoises observent l'indépendance d'Haïti comme une menace réelle ou fictive. Le Français devient à la fois symbole de la dérive révolutionnaire et victime de celle-ci. Le massacre des Blancs³⁵ ordonné par Dessalines pour régénérer la nation haïtienne provoque un choc à travers les élites créoles et blanches des colonies françaises et étrangères. La présence militaire française à Santo-Domingo devient anecdotique avec le blocus britannique sur les Grandes et les Petites Antilles, malgré la présence éphémère de la flotte de l'Amiral Missiessy au printemps 1805. Certaines îles, comme Saint-Thomas ou la Trinité, vont abriter des agents et espions français. Ils vont ainsi relayer de nombreuses informations concernant la nation de Dessalines. Un Français, Roberto Lartigue, va devenir un acteur essentiel dans la propagation d'un sentiment anti-haïtien.

a – Lartigue : acteur et instigateur dans la diffusion du « syndrome haïtien »³⁶ ?

- 29 Roberto Lartigue, ancien propriétaire³⁷ natif de Saint-Domingue, émigre suite à l'insurrection générale des anciens lieutenants de Toussaint Louverture d'octobre 1802. Dans sa fuite, il est nommé commissaire pour les prises faites par les corsaires français et les bâtiments de l'état conduits aux îles danoises³⁸ (17 fructidor an XIII) mais aussi, accessoirement, agent de renseignement sur l'île de Saint-Thomas, qui est une possession

danoise. Son arrivée sur l'île reste cependant mal connue. Saint-Thomas est un espace de circulation et de transit pour les gens de couleur de France, ainsi que les colons fuyant Saint-Domingue ou expulsés des colonies espagnoles et britanniques³⁹.

- 30 Le 28 avril 1805, la proclamation de l'empereur Dessalines adressée aux « habitants d'Haïti », diffusée par les journaux américains, a une importante résonance auprès des agents et négociants français des Petites Antilles. Lartigue prend connaissance de cette proclamation.

La Guadeloupe pillée et détruite, les victimes couvertes du sang de leurs femmes et de leurs enfants [...] Pelage victime de sa déloyauté après avoir trahi son pays et ses frères. Le brave et immortel Delgresse préférant, guerrier magnanime, sauter avec le fort qu'il défendait plutôt que d'accepter les chaînes [...]⁴⁰.

- 31 Entre mai et novembre 1802, 3 000 civils et 1 000 militaires périssent sous les violences commises par le corps expéditionnaire du capitaine-général Richepance, venu rétablir l'ordre et l'esclavage en Guadeloupe. 1 900 soldats de couleur furent conduits aux Saintes puis ensuite déportés pour être vendus dans les colonies espagnoles ou aux États-Unis. D'autres sont envoyés en France.

Infortunés Martiniquais, que ne puis-je voler à votre secours et briser vos fers ! [...] le despotisme exercé à la Martinique [...] tyrans, usurpateurs et voleurs du nouveau monde, nos poignards sont prêts, 60.000 soldats [...] n'attendent que mes ordres pour venger la masse de leurs frères assassinés [...] Guerre à mort aux tyrans, voilà le mot d'ordre. Liberté et indépendance le cri de ralliement⁴¹.

- 32 Dessalines poursuit son indignation sur la situation des esclaves de Martinique. Le terme « despotisme » renvoie à la nature du pouvoir colonial violent concentré dans la main du gouverneur ou du capitaine-général. La proclamation fait preuve d'agressivité et d'une grande hostilité envers l'ennemi français. Le Français est une menace directe au pouvoir de Dessalines. Depuis janvier 1804, le généraux Ferrand et Keverseau, prennent position à Santo-Domingo (partie espagnole) avec les survivants du corps expéditionnaire de Leclerc. L'objectif est affiché par Ferrand lors de la promulgation du décret du 6 janvier 1805 autorisant la « chasse aux Haïtiens » (capture d'hommes, femmes et enfants (de 10 à 14 ans)) pour les vendre comme esclaves. La reconquête est imaginée avec un rétablissement de l'ancien régime colonial. En mars 1805, Dessalines doit battre en retraite devant les portes de Santo-Domingo en raison de la présence de la flotte de l'amiral Missiessy. Cette menace militaire française reste cependant faible. Les garnisons restent cantonnées à Santo-Domingo jusqu'en novembre 1808, lorsque Ferrand décède.

- 33 Comme le souligne Léo Elisabeth, Robertot Lartigue va utiliser la défaite franco-hispanique à Trafalgar et les rumeurs de paix entre la France et le Royaume-Uni pour faire courir le bruit d'une offensive maritime d'Haïti. Une nouvelle paix entre Napoléon 1^{er} et Georges III laisse craindre une nouvelle expédition vers Haïti. Un rapport⁴² rédigé le 26 mai 1806 à Saint-Thomas, et publié bien plus tard en 1815 à Paris, met en lumière une « entreprise » formée par Dessalines pour soulever la Martinique, la Guadeloupe et Marie-Galante. Cette publication tardive s'inscrit sous la seconde restauration de Louis XVIII, alors que Robert Lartigue cherche à prouver sa loyauté au nouveau pouvoir royal par son action préventive et quasi-« héroïque » (selon les témoins de l'époque) dans les Antilles en 1805. Les certifications de juges, militaires, administrateurs français, danois et anglais⁴³ indiquent la volonté de l'auteur de rendre crédible son action et de prouver son attachement profond à la France en protégeant les colonies du plus grand danger : Haïti.

Pendant que M. Robertot Lartigue a fait le service à St-Thomas, [...] il a fait dissoudre et déporter de St-Thomas un club de nègres et de gens de couleur qui

étaient envoyés par Dessalines [...] pour soulever la Martinique et la Guadeloupe, et au mois de Décembre 1805, Dessalines expédia de St-Domingue des émissaires pour exécuter le projet monstrueux de descendre à la Martinique et à la Guadeloupe, d'y assassiner tous les habitants, de brûler les villes, de soulever les nègres et les gens de couleur, libres ou esclaves. [...]»⁴⁴.

- 34 Saint-Thomas est une île neutre où il est assez aisé de s'informer des nouvelles de Saint-Domingue. C'est également un espace de transit pour les navires américains, espagnols, danois, français et britanniques. L'existence d'un club de gens de couleur peut être plausible mais, à la lecture du rapport et des certifications, aucune information précise ne renseigne sur les personnes arrêtées (liste des noms, leur déportation). Cela reste un mystère.

[...] prévenu des projets destructeurs de Dessalines, [Roberjot Lartigue] s'empessa de prévenir le Général et le Juge de St-Thomas ; il leur demanda de défendre [interdire] les relations commerciales de St-Thomas avec les nègres révoltés de St-Domingue⁴⁵. Le Gouvernement danois rendit alors un arrêté, le 15 Octobre 1805, qui défendait à tous négociants et capitaines de navires de commercer et communiquer avec les révoltés de St-Domingue, sous peine de la confiscation du navire, de sa cargaison et de 10,000 francs d'amende, [...] M. Roberjot Lartigue demanda encore au Gouverneur des îles Danoises de lui fournir les moyens de déporter tous les nègres de St Domingue qui étaient à St-Thomas. Il s'y trouva même plusieurs autres personnes qui se prêtaient aux projets de Dessalines qui furent déportées. [...] Le Général Ernouf envoya de suite un aide-de-camp, pour aviser avec M. Roberjot Lartigue aux mesures que les circonstances exigeaient⁴⁶.

- 35 L'aide de camp en question se nomme Mouton⁴⁷. Il se rend en effet à Saint-Thomas, en avril 1807, pour s'occuper des mesures sur la sûreté intérieure de la colonie et sa défense extérieure de la Guadeloupe. La présence de « nègres » de Saint-Domingue paraît surprenante en raison de la méfiance ambiante qui règne depuis 1804. Sont-ils des négociants de Dessalines se faisant passer pour neutres ou bien des esclaves de Saint-Domingue appartenant à des colons français émigrés ? Une majorité des émigrés se dirige vers Cuba ou bien aux États-Unis. Sur ce point, rien n'indique une forte migration saint-domingoise à Saint-Thomas. Sans doute sont-ils des cas isolés ?

Le plan de Dessalines était de descendre aux fêtes de Noël 1805, pour exécuter cette horrible entreprise. Pendant la nuit des fêtes de Noël, cette troupe d'émissaires chercha en vain à descendre à la Martinique et à la Guadeloupe. Ils n'abandonnèrent pas pour cela leur entreprise désastreuse et criminelle⁴⁸.

- 36 Entre octobre 1805 et novembre 1805, les « émissaires de Dessalines » naviguent dans les Petites Antilles. Ils ont été exclus de Saint-Thomas. Les informations restent évasives et le stationnement des Haïtiens paraît compliqué. En novembre 1805, la mer des Caraïbes est maîtrisée par la *royal navy*. De plus, la capacité maritime d'Haïti sous Dessalines est faible. Il dispose de huit à dix navires corsaires, y compris deux bricks armés de huit à dix canons. Cela représente environ trois mille marins mal entraînés.⁴⁹

En mars 1806, un rapport est transmis à Villaret de Joyeuse au sujet d'Haïti⁵⁰. Un agent français enregistre la déclaration de Jean Thomas Lefebvre, rescapé et cabrouetier à Port-au-Prince. Robertot est-il l'auteur de la déclaration ? Si Lartigue l'a rédigé, il ne mentionne aucune fois ce témoin-survivant de Dessalines dans son rapport. Dans le témoignage, Lefebvre dépeint une nation éprouvée par la guerre et le pouvoir autoritaire de Dessalines. Il ne développe pas la thèse d'une offensive future vers les colonies françaises.

- 37 Dessalines souhaite se débarrasser des Français présents sur Hispaniola. Cela confirme les incursions haïtiennes de 1805 contre le général Ferrand devant Santo-Domingo. « Les

nègres reçurent 10 gourdes chacun pour marcher contre Santo-Domingo, depuis le soldat n'a plus rien reçu⁵¹. » Les troupes ne sont plus payées et montrent la limite de l'action militaire de Dessalines.

- 38 Les caisses de l'État sont vides, les exportations de sucre et de café sont faibles, malgré la tentative de donner des terres aux cultivateurs noirs. L'instauration du caporalisme agraire montre également de nombreuses contestations populaires. Le commerce avec les pays voisins est également faible. Lefebvre rapporte qu'« il n'y avait au Port-au-Prince que cinq navires dans la rade au mois d'août⁵². » Sans doute des navires américains qui commercent à Port-au-Prince et sur l'un desquels Lefebvre s'embarque pour échapper aux vengeances de l'État contre les Français. Ce qui intéresse Villaret de Joyeuse, c'est la division au sein du gouvernement impérial. « Christophe commande au Cap et n'est plus bien avec Dessalines, chacun accapare la denrée par son autorité privée. C'est le motif de leur désunion. Il y a beaucoup de luxe chez les chefs et chez leurs femmes⁵³. » Les tensions apparaissent également avec le général Pétion. Dessalines craint d'être attaqué par la marine française et par les unités survivantes du corps expéditionnaire du général Ferrand et semble privilégier la protection des côtes de l'Empire. L'unité haïtienne est brisée et les luttes de pouvoir mènent à l'assassinat de Dessalines le 17 octobre 1806 au Pont-Rouge.

b – La Trinité, une colonie menacée par Haïti : entre réalité et mythe.

- 39 En 1805, la Trinité recense 25 000 esclaves et 5 526 libres, blancs, de couleur et amérindiens confondus. C'est une colonie espagnole, mais annexée par les Britanniques depuis 1797. C'est dans cette colonie que le vaste « projet » de Dessalines est découvert.

Ils furent [sic] alors descendre à la Trinité espagnole, au mois de Décembre 1805, la veille des fêtes de Noël, mais leur dessein fut aussitôt découvert, parce que plusieurs négresses marchandes qui étaient en nombre dans les chemins, pour soulever les nègres et les mulâtres, chantaient : le sang des blancs est bon pour boire ; la chair des blancs est bonne pour manger (vive Dessalines). Le Général Isloop, gouverneur de la Trinité, fut prévenu. Il envoya de suite des troupes pour arrêter les marchandes, les nègres, les mulâtres, les étrangers et ceux qui étaient réunis. Beaucoup de tout sexe furent pris et mis en prison. Le lendemain on procéda à faire des informations et à juger les coupables. 30 chefs de couleur eurent la tête tranchée il y eut plusieurs autres peines prononcées ; quantité furent déportés, et, pendant longtemps, on resta armé pour remettre l'ordre. Les témoins qui déposèrent, et un des accusés, déclarèrent que l'ordre de Dessalines était d'assassiner, la nuit de Noël, tous les habitants, de brûler la ville, de soulever les esclaves et d'y nommer un Roi⁵⁴.

- 40 Les émissaires sont donc rentrés dans la colonie et ont parcouru les chemins agricoles. Les sentences sont exceptionnelles. Les trente chefs de couleur, selon Lartigue, proviennent d'Haïti ou ont embrassé la destinée du peuple haïtien.
- 41 Dans le rapport de Lartigue, un Français installé à la Trinidad est mentionné. Il certifie la véracité des événements en 1815. Le comte Charles-Joseph de Loppinot de la Fresillière⁵⁵ assiste à ces exécutions publiques. C'est un ancien habitant de Saint-Domingue. Il est très affecté par la révolte des plaines du Nord en 1791 et la politique de la Première République (1792-1794), qui renforcent son caractère réactionnaire et esclavagiste. Dès lors, il s'engage avec les troupes britanniques contre les troupes républicaines de Toussaint Louverture. Après un bref passage par la Jamaïque, il s'installe en 1798 à la Trinidad⁵⁶ avec sa femme, ses enfants et une centaine d'esclaves. Mais il est déçu comme

de nombreux Français de la politique menée par le gouverneur Picton⁵⁷. En effet, il devait recevoir une subvention pour l'acquisition de terres agricoles destinées à production de sucre. Suite au départ de Picton, il tente de se rapprocher du nouveau gouverneur Thomas Hislop. Son expérience militaire s'avère très utile au gouverneur, et cela permet à ce dernier d'établir des liens durables avec les colons français de Saint-Domingue et des petites Antilles réfugiés sur l'île.

[...] Condamnation et exécuté à la fin de l'année 1805 plusieurs hommes de couleur, nègres libres et esclaves, convaincus d'avoir cherché à soulever les esclaves de la dite île [...] à l'égard de ce jugement, par le Gouverneur Isloop est véritable⁵⁸.

- 42 Toutefois, un journal quotidien de New-York, le *Mercantile Advertiser*⁵⁹, mentionne, dans le numéro du 6 février 1806, un terrible projet conspiré par les esclaves à la Trinité. Cet article relate les informations diffusées dans le journal local *Late Trinidad Paper* du 20 décembre 1805 et qui reprend des extraits des minutes du conseil de sa majesté.
- 43 L'article révèle que, le 10 décembre 1805, une « révolte » sanguinaire s'organise de la part de quelques esclaves de la colonie. Du 11 au 18 décembre, le lieutenant-gouverneur et le *Council* (conseil privé) examinent les preuves et délibèrent. Quatre leaders noirs ont été jugés coupables de susciter une insurrection des esclaves de cette colonie. Par la suite, ils sont pendus, décapités et exposés sur des piques. La mise à mort est exceptionnelle et rappelle les pratiques médiévales.
- 44 Les réunions d'esclaves sont tolérées dans la colonie. Celles-ci se structurent en petites sociétés. Les esclaves y dansent et chantent. Ces sociétés s'organisent selon une hiérarchie très précise. Il y a des généraux en chef, généraux en second, ambassadeurs, colonels, aide-de-camps, majors, 1^{er} ministre, trésorier, grands juges, secrétaires. Elles se constituent par la suite en régiments dont certains adoptent des noms français : « Macaque⁶⁰ », « Sans peur » et « Saint-Georges »⁶¹. Les esclaves appartenant à ces sociétés sont localisés au Carénage, sauf le régiment Corocite, qui est aux alentours de la ville de Port d'Espagne. Ils s'affilient notamment à d'autres régiments, surnommés « Martinique », « Guadeloupe », « Fantaisie », « Marine » ou encore « Danish »⁶². Le projet consiste en un soulèvement servile au sein de la colonie, sans lien avec Haïti. La référence à des mots français fait penser à une implication des esclaves francophones. En effet, de nombreux colons français ont migré en direction de Trinité afin de fuir la Révolution. Certains esclaves ont assisté ou bien participé aux premiers troubles de la Révolution dans les Antilles (1789-1793). Lartigue s'est inspiré de cet événement pour étayer sa thèse de la conspiration. De ce fait, il détourne la vérité afin de renforcer la crainte et le sentiment de peur qu'ont les colons et les administrateurs à l'égard de Saint-Domingue. Sa crainte personnelle a dû prendre le dessus sur son récit, car il a dû lui-même fuir Saint-Domingue. Néanmoins, Robertot Lartigue réussit à exercer une pression sur le gouvernement danois avec la publication du décret du 13 septembre 1806 interdisant tout commerce avec Haïti et imposant l'arrestation de tout homme de couleur considéré comme suspect. Ce décret est mentionné dans le numéro du *Mercantile Advertiser*⁶³ datant du 28 avril 1806. Un ajout est apporté à cette mention, et stipule que l'embargo avec Haïti est effectif dans le but de conserver de bonnes relations avec la France et le Danemark.
- 45 Dans le numéro du 27 octobre 1806 du *Mercantile Advertiser*, il est indiqué que tout navire passant par Haïti sera envoyé à Tortola. D'ailleurs, *The United States Gazette* de Philadelphie rapporte un mois plus tard que sept navires de Baltimore ayant fait escale à Haïti et voulant se rendre à Saint-Thomas furent ainsi envoyés à Tortola pour y être condamnés⁶⁴. Ce fait est repris par Sydney Daney – créole de la Martinique – en 1846 :

« Des émissaires, partis de chez eux s'étaient rendus d'abord à Saint-Thomas [...] Mais le gouvernement danois les en avait expulsés et ils avaient cherché un asile à Tortole [...] ils avaient jeté les yeux sur la Trinité où ils savaient que se trouvaient plusieurs ateliers composés de nègres de Saint-Domingue⁶⁵. »

- 46 Ces arrestations sont reprises par Lartigue, qui explique que les membres d'équipage de ces navires envoyés à Tortola parviennent à gagner la Trinité. Il étaye ses propos en mettant en avant le fait que ces mêmes individus tentent de recruter des esclaves afin de fomenter une révolte. Pour justifier ses dires, il fait état de chansons reprenant un champ lexical mortifère, à visées anti-françaises et hostile à tous les blancs, quelle que soit leur nationalité. Début décembre 1805, près de Port d'Espagne, monsieur de Gannes, de la Chancellerie entend près d'une rivière accolée à des plantations douze femmes noires en train de cultiver, chantant en balançant leurs hanches au rythme des *Pods* *chac-chac* :

Pain c'est viande béqué⁶⁶
 Vin c'est sang béqué
 San Domingo
 Nous va boire sang béqué
 San domingo⁶⁷

- 47 Robertot Lartigue a-t-il eu écho de ce chant célébrant Haïti dans une plantation d'un émigré français ? A-t-il modifié ce chant pour construire dans son esprit un chant plus violent en lien avec la destruction des blancs de la Martinique et de la Guadeloupe pour y fonder des États alliés ? Ce qui est certain, c'est que la Trinité a bien échappé à un soulèvement servile important. Nous sommes très loin d'une allégeance à Haïti.
- 48 Le préfet colonial Laussat mentionne dans son mémoire⁶⁸, la pendaison de vingt esclaves à Port of Spain : « Trinidad est le refuge de tous les Nègres échappés de Saint-Domingue et une vingtaine ont été pendus à Noël⁶⁹. » Toutefois, il ne fait aucune allusion aux allégations de Robertot Lartigue. Laussat, qui est en Martinique depuis 1804, est souvent qualifié d'homme de confiance par Décès et l'Empereur. Il rédige de nombreux rapports sur les esclaves, en s'appuyant sur les observations de terrain qu'il a pu faire ou sur les rapports des propriétaires d'esclaves. Ses productions sont donc considérées comme fiables par le ministre de la Marine et des Colonies.
- 49 Pourtant, Laussat oublie de spécifier que la Trinité est, depuis 1791, un refuge pour de nombreux colons de Saint-Domingue et des colonies françaises. Des familles avec leurs esclaves se sont installées à la Trinité espagnole entre 1791 et 1800. Cependant, entre 1801 et 1806, l'arrivée de nombreux Français venant de Santo-Domingo n'incite plus les autorités britanniques à favoriser leur installation, tout comme à la Jamaïque, tandis que le cas des immigrés hispaniques arrivés à la même période ne pose aucun problème. Ces nouvelles mesures sont dues aux guerres napoléoniennes, qui accentuent la rivalité franco-britannique.
- 50 D'ailleurs, lors de sa tournée des paroisses martiniquaises, Laussat est invité, au Gros Morne, dans l'habitation de Joseph de Perpigna, natif du François, propriétaire et militaire : « [...] Les Soter, frères du beau-père de M. Joseph Perpigna. Ce beau-père, s'étant montré dévoué aux Anglais se retira à la Trinidad lorsque l'île de la Martinique nous fut restituée. » Le beau-père de Joseph de Perpigna n'est autre que le colonel Denis Julien Gaudin de Soter⁷⁰, propriétaire et commandant les milices du Gros-Morne en 1789, attaché à servir la couronne britannique à la Trinidad.
- 51 Un autre martiniquais est recensé à la Trinité espagnole, Dominique Dert, natif du Carbet en Martinique. Il semblerait qu'il se soit installé dans cette colonie avant la Révolution

française, dans la périphérie de Port of Spain. Il possède une plantation nommée « Bel air » qui produit du sucre. Le 8 janvier 1806, il rédige une déclaration à l'attention du gouverneur de la Trinité au sujet du phénomène d'empoisonnement qui touche les propriétaires français de la Trinidad. Les faits se sont déroulés en 1804. Huit esclaves décèdent de manière mystérieuse, dont l'enfant de onze mois de la domestique personnelle de madame Dert. Un fort émoi semble toucher la famille Dert, mais également l'atelier des esclaves, face au décès de l'enfant. Lors de l'enterrement, le commandeur, nommé Jacquet et âgé de 66 ans, est absent et est soupçonné d'être l'empoisonneur. Rapidement, l'esclave avoue à l'hôpital devant son maître être effectivement le coupable. Il explique qu'il s'était procuré l'arsenic à Port of Spain et qu'il a acheté ce poison à un autre esclave dénommé Carlos vivant sur l'habitation de lord Melville⁷¹. Jacquet explique que l'objectif était de tuer la famille du maître. L'esclave est incarcéré et se suicide dans sa cellule. Dert prétend dans sa déclaration que cent vingt-cinq esclaves sont morts de manière mystérieuse en vingt ans. Il demande au gouverneur de renforcer la surveillance des plantations pour éviter les complots à l'encontre des colons d'origine française.

52 Le Gouverneur Isloop conserve de très bonnes relations avec les propriétaires d'origine française. Cependant, Isloop reste perplexe devant les problèmes d'empoisonnement et de sorcellerie. Les preuves sont souvent rares, voire inexistantes. C'est plutôt une superstition héritée de la religion catholique et du quimbois⁷², phénomène observé et attesté en Martinique depuis les années 1762. Dert, ancien habitant de la Martinique, a grandi et vécu dans ce ressenti colonial qu'il semble reproduire à la Trinidad. S'ajoutant à cela les événements de Saint-Domingue, ce sentiment de peur et du complot a alors ressurgi.

53 La ville de Port of Spain est détruite presque totalement par un incendie, le 24 mars 1808. Le capitaine-général Villaret de Joyeuse rapporte au ministre de la Marine et des Colonies cet événement : « Nous venons d'être instruits d'un événement affreux à la Trinité espagnole le 24 mars dernier à dix heures du soir, le feu a pris à la ville du port d'Espagne (...) le nombre de maisons consumées est porté à 535. Beaucoup de monde a péri⁷³. » Les villes des Caraïbes sont pour la plupart construites en bois et sont donc vulnérables au feu, aux ouragans, et aux tempêtes tropicales. Selon le journal de Francfort⁷⁴, le coût financier s'élève à un million de livres sterling.

La manière subite dont le feu s'est manifesté presque en même temps dans plusieurs quartiers [...] Ceci reporte la pensée sur les complots déjà formés précédemment dans la même isle, pour faire égorger les blancs par les nègres, complot heureusement découverts par les colons et dont j'eus l'honneur de rendre compte à votre excellence au commencement de 1806.⁷⁵

54 Villaret de Joyeuse, contrairement à Laussat, a toujours cru en la menace directe d'Haïti et soutenait donc la thèse de Lartigue sur le complot des émissaires de Dessalines. Le capitaine-général poursuit son constat :

J'observais dans cette dépêche que les nègres conspirateurs organisaient des cadres sous des dénominations militaires et civiles à l'instar de Saint-Domingue : je vous fis remarquer spécialement que deux de leurs corps portaient les noms Martinique et Guadeloupe⁷⁶.

55 Une nouvelle fois, il renforce le rôle de l'agent de Saint-Thomas en donnant une version confuse des événements survenus en décembre 1805 du fait des sociétés secrètes serviles de la Trinité. Son récit se poursuit en s'attaquant à la politique anglaise menée dans l'espace caribéen :

Lorsqu'après un événement de ce genre qui fit jeter les hauts cris aux planteurs des îles anglaises sur l'encouragement que leur ministère donnait dès lors à la rébellion de Saint-Domingue. On voit ce gouvernement continuer non seulement à être l'appui des révoltés, mais à ouvrir avec eux toutes sortes de relations commerciales [...]⁷⁷.

- 56 Villaret de Joyeuse reprend cette thèse d'Anglais soutenant Haïti. Dans leurs relations diplomatiques avec Haïti, ni l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique ne reconnaissent son indépendance. Il faudra attendre la reconnaissance de la France de Charles X en 1825. Les Anglais ont joué un rôle déterminant dans l'affaiblissement militaire français de l'expédition Leclerc en 1803 et dans la sécurisation des navires américains accostant à Saint-Domingue. Rappelant que l'Angleterre n'a aucun intérêt à voir les insurgés d'Haïti ravager une colonie qu'ils administrent au détriment des propriétaires et à fragiliser les autres colonies des Indes occidentales.

Sans parler de la suppression de la traite des noirs, et de mille autres circonstances qui semblent venir à l'appui de ces observations et il est remarquable qu'à l'égard de la Trinité espagnole, leurs écrivains ont jetté dans le public des pamphlets [niant qu'] il était possible que les empoisonnements qui se multiplient parmi les esclaves se rattachent aussi par quelques points à cet immense plan de destruction⁷⁸.

- 57 Villaret de Joyeuse est empreint d'un réel ressentiment à l'égard des Britanniques. En 1808, la Martinique subit un blocus important, les canaux de Sainte-Lucie et de la Dominique sont fermés. Seuls quelques navires américains parviennent à accoster. Les créoles se plaignent de la faiblesse de l'Empire à maintenir le commerce du sucre et à protéger les propriétaires contre la faillite, ainsi que du manque de nourriture et de main-d'œuvre servile. La traite est abolie par le Royaume-Uni (1807) et les États-Unis d'Amérique (1808). Les navires négriers français n'ont plus vendu d'esclaves depuis 1805 dans la colonie. Enfin, le capitaine-général rappelle que l'empoisonnement est un fléau destructeur dans les colonies anglaises et françaises.
- 58 La communauté française à la Trinité s'accommode quant à elle et participe à la prospérité de la colonie par le commerce du sucre ou du cacao. Elle se met alors au service du pouvoir britannique et de son économie. Les réfugiés sont également solidaires entre eux et avec les agents français des autres îles.

Carte du Sud des Petites Antilles et de l'Amérique du Sud

Trani, novembre 2018

Conclusion

- 59 La peur d'Haïti est belle et bien présente dans la vision du planteur martiniquais comme dans celle du blanc dans l'espace américain. À travers les textes publiés dans les journaux étrangers et dans bien d'autres matériaux imprimés – pamphlets, mémoires et textes monographiques –, nous avons pu relever la mise en place d'un discours apocalyptique concernant le sort des Blancs à Saint-Domingue à travers la déroute de l'expédition Leclerc (automne 1802 à l'automne 1803) et par le massacre des Blancs ordonné par Dessalines (« Koupé tèt, bwilé kay », au printemps 1804).
- 60 Les fantasmes et les peurs sont alimentés par les nouvelles transmises par des agents français en mission à Saint-Thomas ou à Curaçao. Afin de maintenir le blocus sur Haïti, les agents français s'emploient à imaginer des projets de soulèvements violents contre les Blancs. La faible capacité militaire terrestre et maritime d'Haïti montre cependant les limites de Dessalines à préparer un tel dessein. Pourtant, Roberto Lartigue transforme les événements de la Trinité et les excursions haïtiennes à Santo-Domingo pour scénariser cette offensive de Dessalines contre la Guadeloupe et la Martinique.
- 61 Les conséquences de la peur ainsi générée sont directes et mènent au renforcement d'une politique discriminante en direction des libres de couleur, avec la vérification des titres de liberté, la déportation de prisonniers de couleur ou bien l'introduction du Code civil en 1805. Par ailleurs, la *Gazette de la Martinique* évacue le traumatisme en l'effaçant de l'actualité. Une amnésie s'opère également dans les milieux des planteurs, comme une manière d'oublier l'impensable, la victoire des « nègres » sur les troupes françaises. Cette amnésie se traduit par les tensions entre colons et administrateurs.

- 62 L'introduction d'une justice martiale (tribunal spécial) marque le transfert du pouvoir domanial au pouvoir étatique pour régler les menaces serviles (empoisonnements, assassinats, incendies). Pourtant, les affaires ne relèvent aucune détermination de reproduire une seconde Saint-Domingue. Les esclaves de Martinique semblent divisés et répondent à des logiques spécifiques. Mais l'absence de récits d'esclaves ou de libres de couleur ne nous permet pas d'affirmer avec exactitude cette hypothèse. Haïti fascine et fait apparaître un nouvel espoir de liberté, tandis qu'elle représente la fin de l'ancien régime esclavagiste, qui s'accroche aveuglement à sa prospérité et à la domination blanche.

NOTES

1. Placide JUSTIN, *Histoire de l'île d'Haïti, 1843*, Point-à-Pitre, Desormeaux, 1973. Le nouveau pays recense environ 400 000 habitants durant le règne de Dessalines.
2. Léo ELISABETH, « Les relations entre les Petites Antilles françaises et Haïti, de la politique du refoulement à la résignation, 1804-1825 », *Outre-mer. Revue d'histoire*, n° 340-341, 2003, p. 177-206.
3. Jacques DE CAUNA, « Dessalines esclave de Toussaint ? Dessalines esclave de Toussaint ? », *Outre-Mer. Revue d'histoire, Outre-mer*, tome 99, n° 374-375, *Mayotte, un enjeu ultramarin*, Hubert Bonin (dir.), 2012, p. 319-322. Dessalines est né esclave sous le nom de Jean-Jacques au Cormier. En 1779, il est âgé d'une trentaine d'année. Il est estimé à 1 000 livres.
4. Alejandro GOMEZ, *Le syndrome de Saint-Domingue. Perceptions et représentations de la Révolution haïtienne dans le Monde atlantique, 1790-1886*, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), thèse, 2010.
5. Frédéric RÉGENT, *Esclavage, métissage, liberté. La Révolution française en Guadeloupe (1789-1802)*, Paris, Grasset, 2004.
6. Les événements de Saint-Pierre en septembre 1789.
7. Au total 774 individus (hommes et femmes), dont 514 « domiciliés » dans la colonie (« blancs créoles ou nés en Europe ») et libres de couleur sont déportés.
8. Delphine ULRICH-GERVAISE, *Les Anglais à la Martinique, libres de Couleur et affranchissements (1793-1802)*, Paris VIII Université Saint-Denis, mémoire, dir. Dorigny Marcel, 2003, p. 15.
9. Le Conseil souverain enregistre la nomination de Louis François Dubuc à ce conseil le 18 août 1795. Il préside jusqu'en 1802. Les cinq autres membres sont tous des « Blancs créoles », comme Pierre Guy Gallet de Saint-Aurin, conseiller titulaire au Conseil souverain depuis 1784, Denis Julien Godin de Sotter (ou Gaudin de Soter), ancien commandant de la paroisse du Gros-Morne et planteur de cette localité, Jean Bruno Assier de Montrose, capitaine de milice, Isaïe Desgrottes (ou Marraud Des Grottes), membre de l'ex-chambre d'agriculture, planteur au Macouba, et James Eyma, négociant de Saint-Pierre et aussi planteur à Basse-Pointe. Tous veulent écarter la menace républicaine. Cette institution britannique est née avec le « Council » qui existe dans les colonies de la Jamaïque et de la Barbade.
10. Yves BENOT, *La démence coloniale sous Napoléon*, Paris, La découverte, 1991.
11. Le 1^{er} octobre 1801, ils signent à Londres des préliminaires. Ils sont confirmés par le traité d'Amiens.

12. Archives nationales d'outre-mer (ANOM), série DXXV, Papiers Duny César Dominique, né le 22 juillet 1758 à Tours. Régisseur de la famille Aubert, possédant une sucrerie Port-de-Paix à Saint-Domingue.
13. Georges BRULEY, *Les Antilles pendant la Révolution française. D'après la correspondance inédite de César-Dominique Duny, Consul de France à Curaçao*, préface de Carmen Vasquez, d'après l'édition de 1890, Paris, Éditions Caribéennes, 1989, p. 11-117. Lettre de Duny du 10 pluviôse an X (30 janvier 1802).
14. Yves BENOT, *op.cit.*, p. 45.
15. ANOM, série C8B/24/ Folio 40, *Premier mémoire sur la nécessité d'un nouveau système colonial*, 5 p., 5 mars 1802.
16. Levassor, originaire de Martinique, semble être présent à Paris au moment de la rédaction de ce mémoire.
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*
19. ANOM, série C8B/24/ Folio 40, *op.cit.*, « Cette loi établie dans toutes les colonies françaises, les nègres des montagnes de la Guadeloupe et de la Martinique se porteront en masse dans les plaines de l'ancienne partie espagnoles de St. Domingue [...]. »
20. *Ibid.*
21. Article 91. – Le régime des colonies françaises est déterminé par des lois spéciales.
22. La Constitution du 5 Fructidor An III (22 août 1795) adopte le principe d'assimilation des colonies à la Métropole par les articles 6 et 7. Les départements sont réaffirmés par la loi du 25 octobre 1797.
- Article 6. – Les colonies françaises sont parties intégrantes de la République, et sont soumises à la même loi constitutionnelle.
- Article 7. – Elles sont divisées en départements, ainsi qu'il suit : L'île de Saint-Domingue, dont le Corps législatif déterminera la division en quatre départements au moins, et en six au plus ; la Guadeloupe, Marie-Galante, la Désirade, les Saintes, et la partie française de Saint-Martin ; la Martinique.
23. Bernard GAINOT, « La naissance des départements d'Outre-mer ; la loi du 1^{er} janvier 1798 », *Revue d'histoire des Mascareignes et de l'Océan Indien*, n° 1, juin 1998, p. 51-74.
24. ANOM, série C8B /24/ Folio 40, *op.cit.*
25. ANOM, série C8B/24/folio 57, A. TRAVORSAY, *Vues d'un créole de la Martinique sur l'administration qui convient le mieux à cette colonie*, Paris, 1^{er} octobre 1805, 38 pages.
26. Archives départements de la Martinique (ADM), *Gazette de la Martinique* de l'an 1803 à l'an 1806.
27. Archives nationales (AN) C8A/106, Folio 44, daté du 13 août 1802, le préfet colonial Bertin écrit au ministre au sujet des prisonniers de couleur.
28. Alejandro GOMEZ, *Le syndrome de Saint-Domingue. Perceptions et représentations de la Révolution haïtienne dans le Monde atlantique, 1790-1886*, École des Hautes Études en Sciences Sociales, (EHESS), 2010. À la fin de 1803, des navires français en provenance de la Martinique se présentèrent dans les villes de La Guaira, Cumaná et Orúa, essayant de vendre des esclaves L'autorisation ne leur ayant pas été accordée, les Français auraient libéré entre deux cents et cinq cents Noirs et mulâtres dans la péninsule de La Guajira : le commandant de Coro au capitaine général (Coro, 26/11/1803), Archivo General de la Nación de Caracas, Venezuela, GCG, Gobernación y Capitanía General, CXXXVII, f. 20
29. Bernard GAINOT, « “Sur fond de cruelle inhumanité” ; les politiques du massacre dans la Révolution de Haïti », *La Révolution française Cahiers de l'Institut d'histoire de la Révolution*

française, n° 3, 2011. Concernant les massacres aux temps des Révolutions, il écrit : « (...) Martial Besse (un officier de couleur rallié), le 16 septembre 1802, à l'île de la Tortue, qui s'est soulevée au début du mois d'août 1802. Leclerc y a envoyé Besse avec l'ordre de faire une répression terrible. Besse se contente d'entamer des pourparlers avec les révoltés. Il est aussitôt expédié en France. C'est Dessalines qui se charge sans états d'âme de la répression ; "Dessalines est en ce moment le boucher des noirs. C'est par lui que je fais exécuter toutes les mesures odieuses. Je le garderai tant que j'en aurais besoin". L'un des épisodes les plus emblématiques qui allaient déclencher la mécanique des représailles est le supplice du général noir Maurepas, ancien commandant de la garnison de Port-de-Paix, le 19 septembre 1802 ». Voir aussi Thomas MADIOU, *Histoire d'Haïti*, Port-au-Prince, Henri Deschamps, 1989, tome III, p. 136.

30. ANOM, COL D2C 319, Correspondance, extraits des registres des procès-verbaux des délibérations du conseil privé, projets de décrets, arrêtés. Organisation : - arrêté d'organisation provisoire de la garde nationale de la Martinique (22 vendémiaire an 11 et état approximatif de situation des milices de la Martinique au mois de juillet 1802.

31. Abel A. LOUIS, *Janvier Littée : Martiniquais premier député de couleur membre d'une assemblée parlementaire française (1752-1820) : l'homme, son milieu social, son action politique*, L'Harmattan, Paris, 2013.

32. Idem, p. 172-173.

33. ANOM, C8/B/25/ Folio 66, « Vues d'un créole de la Martinique sur l'administration qui convient le mieux à cette colonie », adressées à Décrès par A. Travorsay. 38 p., 1^{er} octobre 1805.

34. DURAND-MOLARD, *Code de la Martinique, Tome Quatrième contenant les actes législatifs de la Colonie depuis 1787 jusqu'en 1809 inclusivement*, Saint-Pierre, Thounens, 1811, numéro 1023 : arrêté du capitaine général relatif à l'établissement d'un Tribunal spécial en date du 24 vendémiaire an XII (17 octobre 1803). Le 17 octobre 1803, Villaret de Joyeuse crée un tribunal dit spécial à la Martinique : « Considérant qu'il est urgent de réprimer les empoisonnements d'esclaves et de bestiaux, les enlèvements de canots et pirogues par les nègres marrons passant à l'ennemi, et les incendies d'habitations, cases, usines, etc. »

35. A. GOMEZ, *op.cit.*, « West-India News (New York, 24/05/1804) ». Cette note informa aussi que les Noirs étaient en train de massacrer des Blancs avec une cruauté jamais connue auparavant, sans distinction entre hommes, femmes et enfants. Dans les semaines qui suivirent, des notes similaires furent publiées dans d'autres journaux locaux. L'une, dans l'*Alexandria Daily Advertiser*, donnait des nouvelles d'un « massacre général » qui avait eu lieu quelques jours avant à Port-au-Prince. Il aurait duré quatre jours, après quoi « sur cinq cent soixante-deux personnes, seulement douze ont été épargnées » ! Suite à cela, le général Dessalines aurait été en route pour « St. Domingo » ne laissant aucun Blanc vivant sur son passage.

36. Alejandro GOMEZ, *op.cit.*, p. 25.

37. AN, Sous-Série D XXV, AF : Pascher, Fils Arnaud-André de Bayonne, propriétaire d'une sucrerie et Trésorier principal au Port-au-Prince. Il meurt en 1788.

38. ANOM, C7A78 F° 127, Nomination du sieur Robert Lartigue comme commissaire pour les prises faites par les corsaires français et les bâtiments de l'état conduits aux îles danoises (17 fructidor an XIII)

39. Léo ELISABETH, *op.cit.*, Le 29 mars 1804, p. 178, Beaumont écrit, à propos de Saint-Thomas : « Il est arrivé de France par la voie du continent depuis environ 6 mois beaucoup d'hommes de couleur et quelques Nègres, entre autres Mentor ex-représentant du peuple à Paris, Bleuchet, adjudant général de Rigaud et trois autres anciens officiers de son état-major et une infinité d'autres ».

40. Léo ELISABETH, *op.cit.*, p. 180-181. L'Instant PRADINE, *Recueil général des lois du gouvernement d'Haïti*, Paris 1886. Tome 1, p. 23.
41. Léo ELISABETH, *op.cit.*, p. 180-181. L'Instant PRADINE, *Recueil général des lois du gouvernement d'Haïti*, Paris 1886. Tome 1, p. 23.
42. Roberjot LARTIGUE, *Rapport de la conduite qu'a tenue M. Roberjot Lartigue au sujet de l'entreprise formée par Dessalines pour soulever la Martinique, la Guadeloupe et Marie-Galante*, 26 mai 1806, Paris, 1815.
43. Michael Smith, grand juge danois de Saint-Thomas, De Barquier, ex-capitaine général de Santo-Domingo, et Lefessier Grandprey, ex-grand juge de la Martinique, parmi d'autres.
44. R. LARTIGUE, *Rapport de la conduite qu'a tenue M. Roberjot Lartigue...*, *op. cit.*
45. Un commerce s'était établi sans reconnaissance diplomatique de la république noire.
46. R. LARTIGUE, *Rapport de la conduite qu'a tenue M. Roberjot Lartigue...*, *op. cit.*
47. ANOM, C7A/66, Folio 207.
48. R. LARTIGUE, *Rapport de la conduite qu'a tenue M. Roberjot Lartigue...*, *op. cit.*
49. Vertus SAINT-LOUIS, « Relations internationales et classe politique en Haïti (1784-1814) », *Outre-Mer Revue d'histoire*, année 2003, n° 340-341, p. 155-175
50. ANOM, COL C8A/112 folio 264 : « Déclarations faites à l'agent français à Saint-Thomas par Jean Thomas Lefebvre, cabrouetier au Port-au-Prince, arrivé à Saint-Thomas le 24 septembre 1806 [...] ayant resté près de trois ans caché chez Suzette Cuvilli de la plaine du Cul de Sac », 24 septembre 1806.
51. R. LARTIGUE, *Rapport de la conduite qu'a tenue M. Roberjot Lartigue...*, *op. cit.*
52. *Ibid.*
53. *Ibid.*
54. *Ibid.*
55. Il est né en France en 1738. Il s'établit d'abord en Acadie, qu'il quitte vers 1755 pour la Louisiane. Il est maréchal de camp à Saint-Domingue, où il fait fortune dans le commerce de la canne à sucre et la traite des esclaves.
56. La colonie de Trinidad avait été annexée par les Anglais en 1797. Aujourd'hui elle porte le nom de Trinité et Tobago.
57. Le lieutenant-général Sir Thomas Picton GCB (24 août 1758-18 juin 1815), officier gallois de l'armée britannique.
58. Robertot LARTIGUE, *op.cit.*, certification établie à Paris le 24 octobre 1814. D'ailleurs, le retour de Louis XVIII ravive chez le comte l'espoir d'une reconquête de Saint-Domingue, comme le prouve cette lettre : Copie d'une lettre du comte Charles-Joseph de Loppinot à Son Altesse Royale, lieutenant général du royaume, Monsieur Charles-Philippe de France. La contient des renseignements sur l'état de la colonie de Saint-Domingue, dont les habitants préféreraient mourir plutôt que de se soumettre. Île Trinidad, Port d'Espagne, 20 septembre 1814.
59. Kit CANDLIN, *The Last Caribbean Frontier, 1795-1815*, Palgrave Macmillan UK, 2012, p. 166. Le journal est fondé en 1798.
60. C'est une référence à un colonel de Saint-Domingue appelé Macaque qui a combattu contre l'expédition Leclerc.
61. Deborah JENSON, *Beyond the Slave Narrative: Politics, Sex, and Manuscripts in the Haitian Revolution*, Liverpool University press, Liverpool, 2012.
62. *Ibid.*
63. *Ibid.*, p. 169-171
64. *Ibid.*, p. 171. Le journal est daté du 28 novembre 1806.
65. William D. PIERSEN, *Black legacy: America's Hidden Heritage*, University of Massachusetts Press, USA, 1993, page 63.

66. Le terme de « béqué » ou « béké » est le terme créole utilisé par les esclaves créoles pour parler du blanc créole de la Martinique.
67. W. D. PIERSEN, *Black legacy: America's Hidden Heritage*, op. cit.
68. Pierre-Clément DE LAUSSAT, *Mémoires sur ma vie, à mon fils, pendant les années 1803 et suivantes, que j'ai rempli des fonctions publiques, savoir : à la Louisiane (...), à la Martinique (...), à la Guyane française*, Pau, E. Vignancour, 1831.
69. ANOM, COL C8A 113 F° 102, Nouvelles plaintes contre Villaret de Joyeuse, qui réduit encore la part d'attributions confiées au préfet ; celui-ci devra se borner " à faire le métier d'ordonnateur " ; mouvements divers autour d'un prochain rappel du capitaine général ; la Trinidad est le refuge de tous les nègres échappés de Saint-Domingue.
70. ANOM, Secrétariat d'État à la Marine – Personnel colonial ancien, Lettre G COL E 372 bis. Il a servi sous les ordres du général Picton entre 1802 et 1804. Il est auditionné par la cour.
71. Lord Melville, militaire britannique présent lors de la prise de l'île en 1797.
72. Cécilia ELIMORT, *L'expérience missionnaire et le Fait colonial en Martinique (1760-1790)*, Guyane, Ibis Rouge, 2014, p. 159.
73. ANOM, col, série C8B 25, N° 104, Rapport de Villaret au ministre sur l'incendie du Port-d'Espagne, à la Trinité espagnole, probablement dû à un complot de noirs (Fort-de-France). 6 p. 10 avril 1808.
74. Journal de Francfort (Quotidien allemand fondé en 1793-1848), n° 173 du mardi 28 juin 1808. L'incendie est relaté par un journal de New York du 2 mai 1808.
75. *Ibid.*
76. ANOM, col, série C8B 25, N° 104, Rapport de Villaret au ministre sur l'incendie du Port-d'Espagne, à la Trinité espagnole, probablement dû à un complot de noirs (Fort-de-France). 6 p. 10 avril 1808.
77. *Idem.*
78. *Idem.*

RÉSUMÉS

La Perle des Antilles est la colonie de plantation la plus prospère de l'empire colonial français jusqu'en 1791. L'influence de la Révolution française va marquer à jamais la destinée de la colonie, et également le Nouveau Monde. La multitude de conflits civils et militaires, l'émergence d'une élite « noire » au pouvoir et l'abolition de l'esclavage aboutissent en quatorze années à l'indépendance d'Haïti.

Le processus révolutionnaire affecte la position des Blancs dans les colonies françaises, anglaises, espagnoles et danoises. Certaines colonies préfèrent maintenir l'ancien régime tout en supprimant les individus « révolutionnaires » par la déportation ou la mort.

La Martinique en offre un exemple saisissant avec l'occupation britannique en 1794, qui met un terme au processus révolutionnaire. L'élite blanche créole est renforcée et préservée. En 1802, la politique coloniale de Bonaparte poursuit la dynamique britannique (esclavage et ségrégation maintenus). Pourtant, les Blancs craignent un soulèvement d'esclaves pour renverser l'ordre esclavagiste.

The Pearl of the West Indies was the most prosperous plantation colony of the French colonial empire until 1791. The influence of the French Revolution was about to affect this colony's destiny forever, as well as the New World's. The numerous civil and military conflicts, the appearance of a « black » elite to power and the abolition of slavery result in the independence of Haiti within fourteen years.

The revolutionary process affects the Whites' position in the French, English, Spanish and Danish settlements. Some of the colonies prefer to preserve the former political system while eliminating the « revolutionary » individuals by deporting or killing them.

Martinique gives a striking example of this with the British occupation in 1794, which ended the revolutionary process. The White Creole elite was reinforced and preserved. In 1802, Bonaparte's colonial policy kept up the British dynamic (slavery and segregation were maintained). Yet, the Whites feared the slaves would rise up against the pro-slavery order.

INDEX

Keywords : Martinique, Haiti, conspiracy, Trinidad, Napoleon, colonies

Mots-clés : Haïti, Martinique, complot, colonie, Trinité, Napoléon

AUTEUR

LIONEL TRANI

IHRF

Enseignant certifié dans le secondaire